

cette foule de citoyens qui avaient voulu l'accompagner, et se réunir à la troupe pour lui offrir, s'il était nécessaire, le secours de leurs bras. » A ce discours, qui rendit le courage aux plus timides (car il en était ici comme partout, la terreur avait glacé toutes les âmes ; la destinée des Porlier, des Lacy, était présente à tous les souvenirs, et, dans la crainte d'éprouver un sort pareil, les meilleurs citoyens n'avaient osé, jusque-là, se prononcer), un mouvement universel éclata ; toute l'assemblée prit parti pour la cause commune, à l'exception du colonel commandant d'armes, qui essaya de faire entendre quelques observations : mais à l'instant, Montanaro, au nom de la nation, donna l'ordre de s'assurer de sa personne ; il descendit ensuite sur la place ; et après avoir parlé au peuple pendant quelques instans, il fut interrompu tout à coup par les cris de *Vive la Constitution, vive le roi constitutionnel*, qui éclatèrent de toutes parts et se prolongèrent long-temps. Le conseil de ville, accompagné des deux détachemens et de Montanaro, se rendit aux casernes ; et immédiatement, le capitaine Séqueiros, l'adjutant Mucientes, et plusieurs autres officiers, sortirent avec toute la troupe, qui avait déposé ses armes, et procla-

mèrent la Constitution sur les places et dans les rues. Le commandement du régiment fut donné à Séqueiros, et ceux des officiers qui se trouvèrent dans la ville, à l'exception de deux ou trois, se présentèrent à l'instant même pour faire le service. Les deux cents habitans qui étaient restés au camp de San-José furent logés dans les faubourgs; divers réglemens furent publiés pour le maintien de la tranquillité; et le lieutenant Castan fut dépêché en courrier à Santiago, où était alors le commandant général Acebedo, pour l'informer des événemens qui venaient d'avoir lieu à Pontevedra.

Le conseil de ville voulut nommer Montanaro commandant d'armes; mais cet officier qui, dans toutes ses démarches, n'avait que le bien public en vue, fit observer « qu'il y avait dans la ville un personnage plus éminent que lui, plus digne à la fois et plus capable de remplir les fonctions qu'on voulait lui confier. » Il désignait ainsi le colonel d'artillerie en retraite D. Fernando Sarabia, homme également distingué par ses connaissances, sa probité sévère, et son amour pour la liberté. Informé du choix qui venait d'être fait de lui, cet officier supérieur se présenta au peuple, et déclara « que

bien que rien ne lui déplût davantage que de commander, il suffisait que, dans des circonstances aussi critiques, on jugeât ses services utiles à la patrie, pour qu'il les lui consacraît sans réserve. » Bien différent en cela de ces hommes timides ou personnels, vampires des révolutions, qui, abandonnant la patrie au jour de ses dangers, ne manquent jamais, lorsque ces dangers sont passés, de solliciter le prix des travaux auxquels ils n'ont pris aucune part, et de l'enlever ainsi aux hommes généreux en qui l'amour de la patrie n'a jamais mesuré ni l'étendue des sacrifices, ni l'ingratitude de leurs concitoyens.

Le 26 février, Montanaro et Fontenla rétablirent à Pontevedra le conseil de ville constitutionnel, élu en 1814. Ce conseil, toutes les autorités, et les officiers, prêtèrent le serment de fidélité prescrit; et tous ensemble travaillèrent, avec un zèle et une persévérance également louables, à consolider le nouveau gouvernement, et à confondre les viles et sourdes intrigues de quelques misérables.

Cependant tous ces événemens répandaient autant de joie à la Corogne, que d'effroi dans l'âme du comte de San-Roman et celle des perfides conseillers du trône, qui voyaient dans leur accomplissement le signe assuré de leur

ruine. L'heureuse révolution de Vigo était considérée par les amis de la patrie comme une victoire non moins importante que celle du Férol, qui, par suite du parfait accord qui régnait parmi les amis de la liberté, avait eu lieu le même jour. Cette révolution produisit surtout ce grand bien, qu'elle empêcha que le comte de San-Roman pût se mettre en communication avec Ymas et D. José Fuente-Pita; on connaît la funeste réputation du premier, désigné dans la gazette de la cour comme devant être nommé lieutenant général lors de la première promotion, à raison des services rendus à la cour à l'époque de la fatale affaire de Porlier.

Ainsi augmentait de jour en jour et graduellement, la force physique du gouvernement constitutionnel, si faible à sa naissance. Il était mathématiquement impossible que des hameaux, des villages, des bourgs, des villes entières, exprimassent leurs sentimens et leurs vœux dans un seul et même instant; un tel accord est hors des possibilités humaines; mais tous suivaient, avec un enthousiasme inexprimable, l'exemple donné par la capitale de la province.

Cependant le commandant en chef Acebedo, à la tête de la colonne volante, repoussait les

ennemis de l'ordre constitutionnel jusqu'aux frontières de la Galice. Néanmoins, apprenant que le comte de San-Roman était retranché à Orenze, il ne jugea pas à propos de l'attaquer avec des forces aussi peu considérables que celles qui étaient à sa disposition, et, en conséquence, le 29 février, une seconde colonne, sous les ordres du commandant général Carlos Espinosa, étant sortie de la Corogne pour venir se joindre à lui, les troupes qui restèrent dans la place furent mises sous le commandement du membre de la Junte suprême D. Manuel Lattre. Le même jour, arriva dans la ville et fut associé aux travaux de la Junte, le sage et vertueux D. Diego Mugnos Torrero, l'un des auteurs de l'acte constitutionnel, et auquel cette seule qualité avait valu, depuis six ans, les persécutions les plus cruelles.

Huit jours s'étaient écoulés sans que l'on sût à la Corogne, si la ville de Lugo, où le clergé exerçait une puissante et funeste influence, s'était enfin décidée à promulguer la Constitution. Il était essentiel de s'emparer de cette ville et de celle de Mondognedo, pour déjouer les plans perfides des ennemis de la liberté. Dans cette vue, la Junte suprême fit sortir, le 1^{er}. de mars, sur Lugo, une troisième colonne volante, sous les ordres du capitaine D. José de la Serna,

qui fut investi des pouvoirs les plus étendus, déclaré indépendant de toutes les autorités, et autorisé à ne rendre compte de ses opérations qu'à la Junte. Celle-ci décida, en même temps, que toutes les troupes éparpillées dans les différens villages, se réuniraient immédiatement sous ses ordres. Cet officier répondit dignement à toutes les espérances qu'on avait conçues de son activité, de ses talens militaires, et de sa prudence.

Cependant la conduite de San-Roman étonnait de plus en plus ceux qui, ayant connu ses anciennes opinions, ne pouvaient concevoir que l'homme qui avait manifesté autrefois tant de haine contre les oppresseurs de l'Espagne, fût devenu maintenant l'un de leurs plus violens satellites. Ce fut le souvenir de ces anciennes opinions qui engagea D. Pedro Agar, en qualité de président de la Junte, et en son propre nom, à écrire à ce général une lettre bienveillante et amicale, mais contenant toutefois, avec autant de modération que de dignité, de justes reproches sur sa conduite actuelle; San-Roman ne daigna pas même y répondre.

Toute l'Espagne avait alors les yeux fixés sur l'île de Léon et la Galice; cette province et

une partie de l'Andalousie ne reconnaissaient plus le despotisme civil et religieux qui, depuis tant d'années, mais surtout depuis les six dernières, avait opprimé et avili la péninsule. Les troupes étaient divisées; le germe de la guerre civile se développait de toutes parts; c'était sans doute un grand malheur : mais aussi, personne n'ignorait l'importance des motifs qui contraignaient l'armée et la province de Galice à demander un nouveau gouvernement, ou plutôt le rétablissement d'un gouvernement déjà connu de tous les Espagnols; juré, défendu par eux contre l'usurpation étrangère; et regardé comme l'unique terme de leurs malheurs. Il devenait donc nécessaire, qu'à l'exemple de l'armée de San-Fernando, la Junte suprême de Galice fit connaître ses intentions, son but, ses espérances, et jusqu'à ses craintes; qu'enfin, elle proclamât les peuples, souverains arbitres de leurs destinées, et reconnût leurs droits imprescriptibles à se donner le gouvernement le plus propre à assurer leur bonheur. Elle remplit tous ces devoirs par le manifeste qu'elle publia à la Corogne, le 3 mars 1820 (1).

(1) Voyez pièces justificatives.

Les généraux et autres individus, enfermés au château de San-Anton, à la suite des derniers événemens, commençaient à donner quelques inquiétudes : non que l'on pensât que du fond de leur prison ils tramaient des projets de subversion de l'œuvre politique, si heureusement commencée, mais parce qu'on ne pouvait douter que leur présence ne fût, pour leurs partisans, un motif perpétuel de coupables espérances. Il n'était pas moins à craindre que ces derniers, profitant du moindre revers éprouvé par les amis de la patrie, dans les combats continuels qu'ils avaient à soutenir, ne rendissent la liberté à des hommes qui, par l'influence dont ils jouissaient dans la province, pouvaient, en un jour, faire perdre, au moins pour quelque temps, le fruit des plus nobles travaux, et rétablir une lutte sanglante entre la superstition et les lumières, la tyrannie et la liberté. Dans une telle situation, il fallait frapper un coup politique, qui, en rendant infructueuses les tentatives de la malveillance, donnât au nouveau gouvernement ce caractère de force et de stabilité, sans lequel la prudence et la sagesse ne peuvent rien.

Le 6 mars, les compagnies de milices de Bétanzos, arrivèrent à la Corogne. Leur entrée dans cette ville fut une fête ; la garde nationale, ayant à sa tête sa musique et ses drapeaux, fut recevoir ces braves jusque dans les faubourgs, et rentra en ville avec eux, aux acclamations du peuple. Dans la nuit du 6 au 7, d'après une décision de la Junte supérieure, la plupart des prisonniers du château de San-Anton, furent transférés à bord du brigantin l'Hermosa Rita, capitaine Nicolin, de Galice, sous l'escorte du capitaine de Volontaires de Castille, D. Vermundo Larrainza, l'un de ceux qui, avant et depuis le 21 février, ont rendu les plus éminens services à la cause nationale (1). Parmi ceux d'entre les prisonniers qui ne furent pas compris dans cette mesure, une partie resta dans le château ; les autres obtinrent de garder les arrêts chez eux. Le brigantin mit à

(1) Les principaux prisonniers étaient au nombre de dix : le capitaine général de Galice, D. Francisco Javier de Vénégas ; le lieutenant général Nicolas Llano-Ponte, commandant en second de la province ; D. José Escudero y Lison, maréchal de camp et gouverneur de la Corogne ; D. Juan Esponseda, brigadier et lieutenant de roi ;

la voile le 7, et au lieu d'arriver à Cadix, lieu fixé pour sa destination, il entra à Gibraltar, peu de jours après son départ de San-Anton.

Si nous n'avons presque jamais, dans cet ouvrage, à parler du clergé que comme de l'ennemi le plus implacable et le plus dangereux des institutions libérales, il est de notre devoir de ne pas laisser échapper les occasions, malheureusement trop rares, de rendre à ceux de cet ordre, dont la conduite a toujours été conforme à l'esprit de l'Évangile, et par cela même très-patriotique, la justice à laquelle ils ont droit. De ce nombre est le frère José Verdis, gardien du couvent de San-Francisco, de la Corogne. Les 3 et 10 mars, dans cette même chaire qui avait si long-temps retenti d'injures et d'imprécations contre l'esprit de liberté et de sage philosophie qui avait dicté la loi constitutionnelle, ce digne religieux expli-

les brigadiers D. José Nava Campomanès, colonel du régiment de Castille; D. José Carillo de Albornoz, colonel de Grenade; D. Nicolas de Lavaggi, trésorier de l'armée; l'auditeur D. Julian Cid de Miranda; le curé de la paroisse San-Georgio; D. Diego Pérès Delicado; et le père Castro, de l'ordre des dominicains.

qua cette loi avec une clarté, une candeur, une simplicité, dont tous les auditeurs furent émus ; il prouva que la liberté est fille de la religion, et que la loi divine, comme la raison humaine, ne reconnaît ni tyrans ni inquisiteurs.

Tandis que les nouvelles que l'on recevait de l'Andalousie, affligeaient profondément les habitans de la Corogne, celles qui parvenaient de l'Aragon, des Asturies, de la Navarre, et de plusieurs autres provinces, ranimaient l'espérance dans le cœur de ces généreux citoyens, et leur montraient le terme prochain des malheurs de la patrie. Chaque jour apportait la certitude consolante que le pouvoir dont s'étaient emparés les sanguinaires conseillers de Ferdinand, était sur le point de leur échapper ; leurs dernières fureurs ne présentaient déjà plus que l'agonie du crime expirant ; et bientôt, la nouvelle de leur chute arriva à la Corogne, avec celle des funestes projets qu'ils se disposaient à exécuter. Les bulletins de Madrid furent reçus avec un enthousiasme plus facile à concevoir qu'à décrire ; presque en même temps toute la Galice en fut informée ; et quoique le despotisme n'existât déjà plus pour elle, elle semblait, dans son ivresse, ne

faire dater sa liberté que de l'instant où l'Espagne entière venait de recouvrer la sienne. Heureuse la Galice, heureuse l'Espagne, si ce triomphe n'avait pas été marqué par la déplorable perte de l'un des héros de cette cause sacrée, de ce brave et vertueux Acebedo, qui venait de mourir assassiné sur le champ de bataille, le jour même où des cris de victoire et de joie, partis de Madrid, annonçaient aux Espagnols la fin de leurs calamités et l'aurore des plus beaux jours; toutefois n'anticipons pas sur le récit que nous avons encore à faire, et dont l'événement dont nous venons de parler forme l'un des épisodes les plus pénibles et les plus intéressans : on voit qu'il s'agit des opérations militaires des deux divisions de l'armée nationale de Galice, sous le commandement des colonels D. Felix Alvarès Acebedo, et D. Carlos Espinosa.

La première division de cette armée, si faible en moyens et en ressources, mais si puissante en courage, en patriotisme, et en persévérance, n'était désignée que sous le nom modeste de *Colonne volante*, et se composait seulement de cent dix-sept hommes, du 1^{er} bataillon de Grenade; d'un même nombre du 1^{er} bataillon de Castille; de quarante hommes de la

deuxième légère d'Aragon ; de quatre-vingt d'artillerie ; et de deux petites pièces de campagne, avec leur train ; en tout trois cents cinquante quatre hommes. Elle sortit de la Corogne le 23 février à midi, prenant sa direction vers Santiago. Le 24, au point du jour, un courrier qui lui était adressé par la Junte de la Corogne, lui apporta la nouvelle que le Ferrol, à l'imitation de cette ville, avait levé l'étendard de la liberté, et que sa garnison avait juré de verser son sang pour la défense des droits de la nation. Les officiers donnèrent lecture aux troupes des lettres qui annonçaient ces heureuses nouvelles, et le général parcourut les rangs, au milieu des acclamations constitutionnelles les plus vives, et des cris de joie des soldats. On continua ensuite la marche vers Santiago, où l'on a déjà vu que les ennemis de la patrie concentraient leurs forces, et se préparaient à rendre à l'Espagne les fers dont elle s'efforçait de s'affranchir.

Le comte de San-Roman avait son domicile dans cette ville : cet homme qui, en 1815, avait manifesté le désir de se réunir aux amis de la liberté, pour mettre un terme aux malheurs publics, avait changé tout à coup de principes et de conduite, et se déclarait maintenant l'en-

nemi implacable de ceux dont, naguère, toutes les espérances reposaient sur lui.

Ce fut le 22 février, à midi, qu'il apprit la révolution qui s'était opérée la veille à la Corogne ; il ne pouvait ignorer qu'elle était l'ouvrage de ses anciens amis et de la garnison toute entière ; que la Constitution avait été promulguée avec le plus grand enthousiasme ; qu'en un mot, tout annonçait que la province entière allait prendre les armes ; il fit ordonner, néanmoins, par ses aides de camp, à tous les chefs des corps, de se réunir à l'instant chez lui ; leur apprit les dernières nouvelles de la Corogne, et fit adopter toutes les mesures de précaution, nécessaires pour assurer dans la ville le triomphe de son parti. Ensuite, accompagné des mêmes chefs, il se rendit à l'hôtel de ville, où étaient réunis les membres du conseil avec deux chanoines, dont l'un était administrateur de l'hôpital. Après les avoir informés des faits parvenus à sa connaissance, il engagea chacun d'eux à proposer ce qu'il jugerait le plus utile de faire dans des circonstances aussi critiques. Tous parurent consternés ; et, voyant le petit nombre de troupes dont ils pouvaient disposer, ils convinrent, ainsi que cela avait été arrêté peu d'instans auparavant par la Junte militaire,

qu'on se bornerait à maintenir avec ces troupes la tranquillité de la ville. En ce moment, l'administrateur de l'hôpital, prévoyant combien le désordre et la guerre pourraient être favorables aux intérêts de son parti et aux siens, se leva comme un furieux : accusa de faiblesse ceux qui opinèrent pour des mesures de conciliation ; et, adressant la parole au comte de San-Roman lui dit, « que dans le cas où Vénégas serait au pouvoir des insurgés, lui, comte de San-Roman, était capitaine général ; qu'il fallait faire mettre sous les armes tous les régimens provinciaux, armer les habitans, faire des patrouilles, veiller à la sûreté publique ; et qu'avec ces mesures, il ne doutait pas que le saint apôtre Santiago (1) ne leur réservât une gloire immortelle. »

Enflammé par le discours prophétique du chanoine administrateur, le comte de San-Roman, qui l'avait peut-être inspiré lui-même, s'écria « qu'il était prêt à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour la défense de son souverain Ferdinand VII (dont personne ne songeait à attaquer l'autorité légale et constitutionnelle). Tous les assistans manifestèrent

(1) Saint-Jacques.

le même vœu. Mais un des plus sage de l'assemblée, observa « que pour prendre les mesures proposées il fallait d'abord de l'argent. » Cette réflexion parut d'un grand sens, et on décida aussitôt qu'il fallait s'emparer des caisses des administrateurs et de celles de tous les dépositaires des fonds publics. On discuta quelque temps ensuite pour savoir si les sommes qu' n pourrait réunir suffiraient pour subvenir aux dépenses à faire ; mais le chanoine administrateur, toujours fécond en ressources, déclara « que chacun devait contribuer de sa bourse, car telle était la volonté de Dieu et de Santiago. » Convaincue et décidée par la force d'un tel argument, l'assemblée nomma au même instant le commissaire ordonnateur, D. Ramon Cajida, en qualité d'intendant de l'armée, et elle se sépara.

A dix heures du soir, San-Roman expédia un courrier à Madrid, pour informer le roi des événemens de la Corogne, et de ses propres dispositions pour attaquer les insurgés. Il forma son état major, nomma ses aides de camp, envoya des espions à la Corogne, et plaça, comme gardes avancées, à la porte de sa maison, un détachement de volontaires d'Aragon, destiné à poursuivre les malfaiteurs, et qui se trouvait alors à Santiago.

Le 23 février, San-Roman demanda une note des bagages nécessaires aux corps qui allaient entrer en campagne, fit reconnaître les chefs de son état-major, et ordonna que le trésor public donnerait une solde à quiconque se présenterait, revêtu d'un uniforme d'officier, ce qui n'avait évidemment d'autre but que de se former un parti nombreux en prodiguant l'or. La troupe reçut ensuite l'ordre d'être prête à marcher au premier signal, et San-Roman dépêcha des officiers à Pontevedra, à Tuy et à Vigo, afin que ces villes dirigeassent, le plus promptement possible, leurs corps provinciaux sur Orenze. Il donna aussi, aux officiers, l'ordre de passer la nuit dans leurs casernes, et prévint l'administrateur des rentes et le caissier de se tenir prêts à suivre l'armée avec tous leurs employés. Le même soir, il publia deux proclamations adressées l'une à ses soldats, l'autre aux habitans de Santiago.

Le 24 au matin, tandis que le commandant général Acebedo, à la tête de sa petite division, approchait de cette ville, le comte de San-Roman mit ses troupes en marche, donnant ordre que les corps allassent se réunir à Sar, petit village contigu à la ville, et que l'on enlevât tous les uniformes et autres objets que l'on trouverait dans les magasins, ce que le manque de

temps pour charger les chariots rendit impossible à exécuter ; car on croyait que la colonne volante était déjà aux portes de la ville. Toute la force de San-Roman consistait en cent vingt hommes de Santiago ; quarante de Compostelle ; un même nombre de l'école militaire des Cadets ; et vingt du second bataillon de Vittoria ; car la plus grande partie des soldats, des caporaux, et des sergens de ce dernier corps était restée dans la ville pour se réunir à la division d'Acebedo ; en tout, l'armée de San-Roman se composait de deux cent vingt hommes. Il était onze heures lorsque ce général se mit en marche, laissant ainsi l'entrée de Santiago entièrement libre aux troupes nationales qui, en effet, arrivèrent dans les faubourgs, entre deux et trois heures de l'après-midi.

Les capitaines D. Lorenzo Alonzo et D. Juan Caballero, aide de camp du commandant général Acebedo, s'avancèrent avec quatre soldats et neuf habitans ; lesquels, armés et montés, suivaient la division avec le titre d'ordonnances d'honneur. Leur but était de reconnaître les principales rues et places de la ville, et de couvrir les avenues des routes de Padron et d'Orenze. Ces mesures prises, le premier soin d'Alonzo fut de se rendre aux prisons de l'inquisition,